

Synthèse : chronologie situant les principaux événements, conférences et personnalités cités dans le cahier

Société jurassienne d'émulation,
Cercle d'études historiques
Lettre d'information numéro 48, octobre 2017

	Événements	Conférences	Personnalités
1911	14 décembre		Giuseppe Motta (1871 – 1940) entre au Conseil fédéral (d'abord au Département des finances), y restera jusqu'à sa mort
1912	17 juillet		Edmund Schulthess (1868 – 1944) entre au Conseil fédéral comme chef du Département fédéral du commerce, de l'industrie et de l'agriculture; il restera à ce poste jusqu'en 1935
1913	4 mars		Woodrow Wilson (1856 – 1924) président des Etats-Unis, le restera jusqu'en 1921
			Eugène Péquignot (1889 – 1962) entre au Département fédéral du commerce, de l'industrie et de l'agriculture
1914	28 juillet	Déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie: début de la Première Guerre mondiale	
1916	7 décembre		Lloyd George (1863 – 1945) Premier ministre britannique, le restera jusqu'au 22 octobre 1922
1917	octobre	Révolution bolchévique, avènement de la Russie communiste	Vladimir Ilitch Lénine (1870 – 1924) président du gouvernement bolchévik, le restera jusqu'en 1924
1918	8 janvier	Woodrow Wilson énonce ses «Quatorze points» devant le Congrès des Etats-Unis	
	9 avril		Georgui Tchitchérine (1872 – 1936) ministre russe des affaires étrangères, le restera jusqu'en 1930
	9 novembre	Proclamation de la République de Weimar	
	11 novembre	Armistice, fin de la Première Guerre mondiale	
	12 – 14 novembre	Grève générale en Suisse	
1919	18 janvier		Ouverture de la Conférence de paix de Paris
			Institution de la Société des Nations: Genève est choisie comme siège de l'organisation
	2 mars	Fondation à Moscou de l'Internationale communiste, «Troisième Internationale»	
	28 juin		Traité de Versailles entre les Alliés et l'Allemagne
	10 septembre		Traité de Saint-Germain-en-Laye entre les Alliés et l'Autriche
	27 novembre		Traité de Neuilly entre les Alliés et la Bulgarie
1920	16 mai	Les Suisses approuvent en votation populaire (56%) leur adhésion à la Société des Nations	
	4 juin		Traité de Trianon entre les Alliés et la Hongrie
	10 août		Traité de Sévres entre les Alliés et la Turquie
	Août		Fin de la Conférence de Paris
	Du 24 septembre au 8 octobre		Conférence financière internationale de Bruxelles, à l'initiative de banquiers européens et américains
1921	16 janvier		Gustave Ador (1845 – 1928), président du CIQR et ancien conseiller fédéral, président de la Conférence de Bruxelles
			Aristide Briand (1862 – 1932) président du Conseil des ministres français, jusqu'au 12 janvier 1922
1922	Du 6 au 13 janvier		Conférence des Alliés à Cannes sur la situation européenne: décision de convoquer la Conférence de Gênes
	15 janvier		Raymond Poincaré (1860 – 1934) président du Conseil des ministres français, jusqu'au 1 ^{er} juin 1924
	1 ^{er} février		Walther Rathenau (1867 – 1922) ministre allemand des affaires étrangères, le restera jusqu'au 24 juin
	Du 10 avril au 19 mai		Conférence internationale de Gênes: questions économiques et financières
	16 avril		Traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie signé par Walther Rathenau et Georougi Tchitchérine
	24 juin	Assassinat de Walther Rathenau	
	20 novembre		Conférence de Lausanne: règlement de la Question d'Orient (Empire ottoman)
1923			Charles Dawes (1865 – 1951) président de la Commission des réparations alliés
			Eugène Péquignot secrétaire du Département de l'Économie, jusqu'en 1938, puis secrétaire général de 1939 à 1954
	11 janvier	Occupation franco-belge de la Ruhr	
	10 mai	Assassinat à Lausanne de Vatslav Vorovsky (1871 – 1923), délégué soviétique à la Conférence de Lausanne	
	24 juillet		Traité de Lausanne sur la Turquie remplaçant le traité de Sévres, fin de la Conférence de Lausanne
	12 août		Gustav Stresemann (1878 – 1929) ministre allemand des affaires étrangères, le restera jusqu'en 1929
1924			Giuseppe Motta président de l'Assemblée générale de la Société des Nations (1924 – 1925)
	Juin		Léopold Dubois (1859 – 1928), président de la Société de banque suisse (1920 – 1928), préside le Comité financier de la Société des Nations (rétablissement financier de l'Autriche)
	24 juillet	Signature du plan Dawes réorganisant les réparations et finances allemandes	Austen Chamberlain (1863 – 1937) ministre britannique des affaires étrangères, le restera jusqu'en 1929
	3 novembre		Charles Dawes vice-président des Etats-Unis, jusqu'en 1929
1925	4 mars		Aristide Briand ministre français des affaires étrangères, le restera jusqu'en 1932
	25 août	Fin de l'occupation de la Ruhr	
	Du 5 au 16 octobre		Conférence et accords de Locarno: réintégration de l'Allemagne dans le concert des nations
1930		Création de la Banque des règlements internationaux, siège à Bâle	Chamberlain et Dawes en 1925, et Briand et Stresemann en 1926, successifs prix Nobel de la Paix pour leurs travaux sur les Accords de Locarno
1932	2 février		Conférence mondiale de la Société des Nations pour le désarmement à Genève, jusqu'en 1934
1933	23 mars	Lois des pleins pouvoirs à Adolf Hitler	
1934		Loi suisse sur le secret bancaire, institution de la Commission fédérale des banques	
1935			Edmund Schulthess premier président de la Commission fédérale des banques, le restera jusqu'en 1943
1938			Eugène Péquignot membre du comité économique de la Société des Nations (1938 – 1939)
	12 mars	Anschluss, nouvelle Europe de Hitler (1938 – 1945)	

La Suisse et la Conférence de Gênes

Les instructions du Conseil fédéral

Berne, le 8.
Le Conseil fédéral n'a pas encore discuté les instructions à donner à nos délégués à la conférence de Gênes. Ne nous en plaignons pas. D'abord parce que le programme de travail de cet atropage économique n'est pas encore fixé. Puis parce qu'il serait bon que ces décisions puissent s'appuyer sur l'opinion publique. Or, notre presse paraît jusqu'ici, en général, s'être fait peu préoccupée de ce problème.

Il est à prévoir que ceux tendances extrêmes se feront jour à la conférence ; la financière et l'économique. Pour les adeptes de la première, la reconstruction du monde est une affaire à résoudre par ces savantes combinaisons dont les hommes de la Bourse ont le secret ; emprunts internationaux, virements, etc. Nous ne voudrions pas médire de ces propositions, qui peuvent avoir leurs mérites. Mais on nous apprend que la simple expérience qu'on a eue sur des particuliers. Quand un individu ou une société en est réduit à modifier leurs rôles respectifs, c'est qu'à ses affaires sont déjà bien bas. Ces combinaisons sont de simples expédients destinés à retarder la banqueroute, quand elle ne s'agit point sur une réelle possibilité commerciale. Peut-être l'Europe est-elle mêlée à ce point. Nous refusons cependant, jusqu'à plus ample informé, de le croire. L'exemple de la Tchécoslovaquie nous vient à l'esprit. Ce peuple qui traverse vigoureusement tout en s'imposant les sacrifices nécessaires pour équilibrer le budget de l'Etat et pour restaurer la circulation fiduciaire. Pour ce qui, les difficultés financières passeront nécessairement au second plan. Il convient donc avant tout de stimuler l'ardeur au travail. Pour y parvenir, il conviendrait de compléter essentiellement sur le développement des énergies individuelles, que tient l'Etatisme et le fonctionnarisme, sur l'exploitation rationnelle et beaucoup plus intense des ressources immenses des colonies, à peine affaiblies aujourd'hui, sur le développement des échanges internationaux, peut-être sur une mise au point intelligente des lois sur la protection ouvrière à étudier, d'accord avec le Bureau international du travail.

Entre ces deux tendances nous en trouvons quelques considérations fort intéressantes de la *Finanz Revue*. Dans les Etats de la Petite Entente, y compris la Pologne, écrit-elle, la situation se consolide rapidement. Elle s'améliore déjà dans les Etats Baltes, en Bulgarie et en Autriche. Les Etats danubiens, une fois librement constitués, n'ont plus aucun intérêt à s'entre-guerroyer au profit des grandes puissances, et ils ont pris conscience de la solidarité intime de leurs intérêts. C'est Prague qui, en Autriche, en attendant de généraliser ce système, Les importateurs sérieux ont refusé les crédits accordés par les Etats à change élevé, qui ne pouvaient que les conduire à la ruine. Malheureusement, beaucoup de négociants ont commis l'imprudence de les accepter, ce qui est, cause de la crise mondiale à Belgrade, Varsovie et Bucarest. Cependant, instruits par d'autres expériences, ils adressent aujourd'hui leurs commandes aux pays à change bas ou moyen ; grâce à ce changement d'orientation, la prospérité revient peu à peu.

La solution de la question budgétaire

On nous permet de résumer ici quelques considérations fort intéressantes de la *Finanz Revue*. Dans les Etats de la Petite Entente, y compris la Pologne, écrit-elle, la situation se consolide rapidement. Elle s'améliore déjà dans les Etats Baltes, en Bulgarie et en Autriche. Les Etats danubiens, une fois librement constitués, n'ont plus aucun intérêt à s'entre-guerroyer au profit des grandes puissances, et ils ont pris conscience de la solidarité intime de leurs intérêts. C'est Prague qui, en Autriche, en attendant de généraliser ce système, Les importateurs sérieux ont refusé les crédits accordés par les Etats à change élevé, qui ne pouvaient que les conduire à la ruine. Malheureusement, beaucoup de négociants ont commis l'imprudence de les accepter, ce qui est, cause de la crise mondiale à Belgrade, Varsovie et Bucarest. Cependant, instruits par d'autres expériences, ils adressent aujourd'hui leurs commandes aux pays à change bas ou moyen ; grâce à ce changement d'orientation, la prospérité revient peu à peu.



4

est acquise en Tchécoslovaquie et en bon-voie en Yougoslavie et en Pologne ; en Bulgarie et en Roumanie, la situation s'améliore. Du nord de la Finlande à la mer Noire, les échanges reprennent avec les Russes, qui peinent en or et en argent. Il s'agit sans doute de monnaies avant échappé aux inquisitions bolchéviques, et qui suffisent au roulement du commerce aux frontières occidentales. Les Russes achètent les produits des Etats à change déprécié. De la sorte, les affaires reprennent peu à peu. Mais dans l'Europe centrale, on ne route beaucoup plus qu'on ne souhaite l'appui des Etats à change trop élevé.

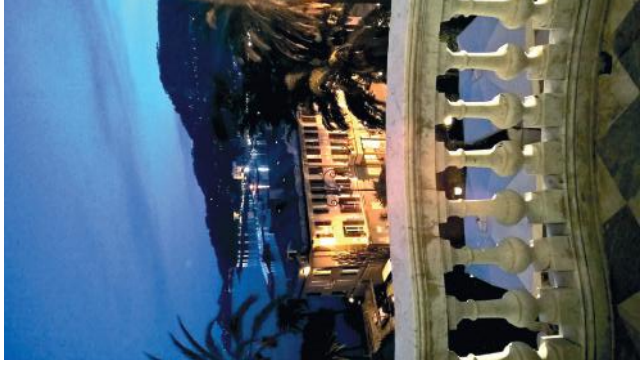
Ce tableau reflète apparemment à la réalité. C'est une redoutable illusion que de vouloir mettre immédiatement en relations étroites les Etats à change élevé avec ceux à change déprécié. Mais, entre ces deux catégories se trouvent les Etats à change moyen, la France, la Belgique et l'Italie. Ceux-ci peuvent, avec profit, recevoir des crédits des Etats à change élevé et en accorder à ceux dont le change est déprécié, en se bornant, le cas échéant, à transférer les mêmes titres. En outre, ces prêts sont ruineux s'ils ont pour condition le paiement immédiat d'un intérêt nominal. Il serait nécessaire d'introduire le système d'intérêts progressifs : par exemple 1 pour cent la première année, 2 p. c. la deuxième année, et ainsi de suite. De la sorte, l'acheteur aurait avantage à renbourser tout ou partie de ses acquisitions avant le terme. Mais, sans une gradation des intérêts, ces crédits font peut-être plus de mal que de bien. En revanche, on pourrait généraliser les crédits à intérêts graduellement équilibrés, mais à ceux-là uniquement, soit les seuls qui font leur devoir les bons Européens.

Nos délégués devront insister pour qu'on restaure le régime de la bonne foi et du respect de la signature donnée, sans lequel il n'y a pas de salut. Puis, ils devront demander que l'on travaille à la conférence avec ordre et méthode, ce qui n'est possible qu'avec le concours de la S. d. N., qui a déjà étudié ces problèmes, sous leur aspect international, beaucoup mieux que les divers groupements, qui ne s'intéressent guère à un problème universel que lorsqu'ils y sont sollicités par des financiers intéressés. Entre ces requins de la Bourse et la S. d. N., l'ésitation n'est pas possible une minute. D'ailleurs, une œuvre formidable comme celle de la « reconstruction du monde » ne s'improvise pas, et il serait étonnant que l'on ne prit pas pour base de discussion les sages conseils fournis par la conférence de Bruxelles unanime — même s'ils n'ont pas été suivis, surtout, pourrait-on ajouter, si on en a fait fi jusque-là, pour le plus grand dam de l'Europe et du monde. XXX.

L'Italie dans le Haut-Adige

Un correspondant de la « Nouvelle Gazette de Zurich » à Bolzano signale l'apaisement qui en dépit de la propagande magyaromiste, se fait jour dans le Haut-Adige (Tyrol méridional). Les habitants, tout en persistant dans leur opposition de principe à l'annexion, estiment aujourd'hui qu'une entente provisoire peut être réalisée, tout au moins si on ne réunit pas leur province au Trentin. Car il existe qu'une rivalité entre les deux provinces, comme entre leurs chefs-lieux.

Les Italiens, dans leurs nouvelles cartes topographiques, changent le nom des localités, et exigent les écoles italiennes. Dans quelques jours, 1200 conscrits — nombre faible pour plus de 200 mille habitants — partiront pour le régiment ; on se plaint qu'on les envoie dans l'Italie méridionale. L'opposition électorale a beaucoup diminué depuis qu'un ecclésiastique indigène, et non Italien, a été nommé évêque à Bressanone, et depuis que le député comte Tegenbourg, l'originaire autrichienne, a opté pour l'Italie, ce qui lui assure une certaine popularité dans toute la péninsule. La petite bourgeoisie tend continement à s'italianiser. Le Walltherplatz de Bolzano prend l'aspect d'une « piazza ». AXX.



5

Die Regierung der Deutschen Anstalten in Chemnitz, Zschopau, etc., vertreten durch
Italienische Teilnehmer
 und
 die Deutsche Regierung, vertreten durch
Italienische Teilnehmer
 und
Italienische Teilnehmer
 Die beiden Regierungen sind darüber einig, dass die Ausnahmeverordnungen...

6

Extrait du Procès-Verbal de la séance du Conseil fédéral suisse

S E C R E T .
Samedi, 8 avril 1922.

Conférence de Gênes. Instructions aux délégués suisses.

Département politique / Département de l'économie publique.
 M. Le conseiller fédéral présente un projet écrit d'instructions aux délégués suisses à la conférence de Gênes, au point de vue politique.

Ce projet est discuté et approuvé avec quelques modifications de détail, dans la tenace ci-après (voir annexes, en allemand et français).

M. Le conseiller fédéral Schulthess demande que le texte des instructions soit interprété en ce sens que la délégation suisse conserve une certaine liberté d'action et qu'il lui soit réservé le droit d'adapter son attitude aux circonstances, sans à requérir selon les cas l'approbation du Conseil fédéral.

M. Le conseiller fédéral Hüberlin signale, comme points sur lesquels la décision du Conseil fédéral doit être réservée, ceux traités au chiffre 6 des instructions (reconnaissance du gouvernement des Soviets et relations commerciales avec la Russie).

Le Conseil fédéral approuve ces observations, dont note est prise au procès-verbal.

Le chef du département de l'économie publique n'a pu, en raison de l'énorme charge de travail qui lui est incombée en ces derniers jours, coucher par écrit son projet d'instructions au point de vue économique. Il présente donc un exposé verbal de la façon dont il envisage ces instructions, en se réservant de déposer, dès que cela lui sera possible, les instructions écrites, pour le procès-verbal. (Elles seront annexées après coup au présent procès-verbal).



3

- 1 — Procès-verbal de la séance du Conseil fédéral du samedi 8 avril 1922, veille du départ pour la conférence de Gênes. Instructions aux délégués suisses. Exemplaire d'Eugène Péquignot déposé aux Archives cantonales jurassiennes. (ArC 67 J 160.9a). Les thèmes de préoccupations sont décelables dès l'abord : dominante de l'économie, intégration de la Russie soviétique.
- 2 — Richard Bovet-Grisei, « La Suisse et la Conférence de Gênes — Les instructions du Conseil fédéral », article paru dans *Le Démocrate* du 9 février 1922. Bibliothèque cantonale jurassienne, cote: BIC P DEMO.
- 3 — Portrait photographique d'Eugène Péquignot, auteur et date inconnue. (ArC 67 J 264.15).
- 4 — Hôtel Imperiale à Santa Margherita Ligure, siège des délégations russe et allemande et lieu du traité germano-russe dit « de Rapallo » signé le 16 avril 1922 entre les ministres des affaires étrangères Tchitcherine et Rathenau (assassiné 2 mois plus tard à Berlin). Photo Chr. Koller, avril 1915.
- 5 — Depuis la terrasse de l'hôtel Imperiale, vue sur l'hôtel Miramare (bâtiment illuminé au fond de la baie), siège des délégations suisse, britannique et belge. Photo Chr. Koller, avril 1915.
- 6 — Exemplaire du traité de Rapallo exposé à l'hôtel Imperiale, Santa Margherita Ligure. Photo Chr. Koller, avril 2015.